

# Accords Jéricho-Gaza : L'impasse tragique de la lutte de libération nationale palestinienne.

*« Dans un premier temps, les gens se nourrissent de symboles. Mais très vite, les mères palestiniennes réaliseront qu'elles ne peuvent pas donner des drapeaux à manger à leurs enfants! »*

(Mordechaï Drowy. Ambassadeur d'Israël à Bruxelles et chef de la mission diplomatique auprès des Communautés européennes)

Dans son adresse inaugurale de 1864, l'Association Internationale des Travailleurs appelait la classe ouvrière à « s'initier aux mystères de la politique internationale ».

Aussi, l'analyse des traités diplomatiques entre protagonistes bourgeois ne nous importe que dans la mesure où l'on y décèle les rapports de forces qu'ils officialisent, les incidences sur la classe ouvrière des pays considérés et les perspectives éventuelles d'une activité prolétarienne indépendante. Ainsi en va-t-il de l'accord de « paix » « Gaza-Jéricho » signé le 13 septembre 1993 à Washington entre Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.). L'importance de ce traité pour les communistes est qu'il entérine d'une part l'achèvement, dans tous les sens du terme, d'une des luttes de libération nationale les plus importantes du XX<sup>ème</sup> siècle et d'autre part confirme une des thèses cardinales du communisme révolutionnaire, à savoir l'impossibilité à l'époque de la domination réelle du capital, marquée par le passage de la manufacture à la grande industrie et sa domination à l'échelle mondiale depuis le début du siècle, de constituer des Etats nations viables à l'instar de ceux édifiés en Europe sur les décombres du féodalisme entre le XVII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle. L'accord en question est encore

une fois l'illustration de la thèse marxiste sur le poids d'un déterminisme qui fait fi des volontés individuelles et collectives, si héroïques et pugnaces soient-elles, et qui s'impose inexorablement à tout mouvement qui situe son action dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, non pour les subvertir mais pour rejouer en vain l'épopée des bourgeoisies révolutionnaires. L'O.L.P. en fait aujourd'hui l'expérience en allant à Canossa, en l'occurrence Washington, se faire octroyer deux bantoustans, pâles compensations pour les rêves nationalistes de libération totale de la Palestine qui galvanisèrent dans les années 60 et 70 l'ardeur du peuple<sup>(1)</sup> palestinien. C'est donc à l'achèvement d'un long cycle politique qu'a mis fin la poignée de main d'Arafat et de Rabin, achèvement dont les prodromes étaient inscrits dans toute l'action de l'O.L.P. depuis sa création en 1964<sup>(2)</sup>. En effet, pendant près de vingt ans, l'O.L.P. s'est vainement épuisée à s'approprier un bout de territoire où pourrait s'enraciner une bourgeoisie palestinienne nomade. Dépourvue de territoire, cet attribut indispensable d'un Etat, et donc de marché intérieur, la bourgeoisie palestinienne en a été réduite à pirater les Etats arabes les plus faibles, prétendument frères, dont elle était à chaque fois chassée par les armes (Jordanie 70, Liban 76-82)<sup>(3)</sup>. Tant que l'O.L.P. pouvait, soit en Jordanie, soit au Liban, maintenir une infrastructure militaire sur les frontières de l'Etat d'Israël, la perspective d'une libération nationale pouvait garder une once de crédibilité même si la balance des forces militaires penchait de manière écrasante du côté de Tsahal. En revanche, après le retrait de Beyrouth en 82<sup>(4)</sup>, l'installation de l'O.L.P. à Tunis marquait son éviction de la ligne de front, loin des frontières israéliennes, loin aussi des populations sur lesquelles son emprise se

<sup>(1)</sup> C'est à dessein que nous utilisons ici le terme de peuple. Même si l'édification de l'Etat d'Israël a significé pour des centaines de milliers de paysans palestiniens l'expropriation, l'exil et donc leur transformation en prolétaires, le fait que ce processus n'ait pas été le corollaire d'une accumulation d'un capital national palestinien a entravé la prise de conscience classiste. En outre, la nature de l'expropriation/expulsion, en rejetant les paysans palestiniens vers des camps de réfugiés et non des usines, a entravé la différenciation sociale. Ainsi l'idéologie nationaliste subsumant les classes sociales, puisant son énergie de l'oppression vécue par toutes les couches de la population palestinienne, trouvait une base matérielle et une légitimité jusqu'aux yeux des sans-réserves des camps de réfugiés. Pour une analyse des racines historiques et sociales de la question palestinienne, voir Mouvement Communiste n°2 « *La question des nationalités aujourd'hui : le paradigme palestinien* ».

<sup>(2)</sup> L'O.L.P. fut créée en 1964 au Caire sous l'influence vigilante de Nasser qui voulait utiliser la question palestinienne pour affirmer son hégémonie sur le monde arabe. Création donc d'un Etat arabe, l'O.L.P. à l'origine n'est pas une expression directe des prolétaires et petits-bourgeois palestiniens de Cisjordanie, de Gaza ou des camps de réfugiés de Syrie ou de Jordanie. Son objectif à l'époque n'est même pas la création d'un Etat palestinien, mais la libération du territoire de la Palestine mandataire dans le cadre d'une lutte plus large pour l'unification de la nation arabe, objectif qui à l'époque trouvait un écho important dans les masses arabes.

<sup>(3)</sup> Le mythe panarabiste d'une nation arabe unie derrière la lutte palestinienne s'est, au fil des ans, progressivement terni aux rythmes des massacres et des répressions dont les palestiniens ont été victimes de la part de leurs « frères » arabes. De la Jordanie annexant la Cisjordanie en 48, à la Syrie assiégeant l'O.L.P. à Tripoli en 83, en passant par la répression politique de l'Egypte à Gaza dans les années 50, à l'encontre des combattants qui tentaient des incursions en Israël, les Etats arabes ne lésineront jamais sur les moyens nécessaires à l'écrasement d'un mouvement national, transnational par son éclatement, qui, du fait de sa composition de classe prolétarienne marquée, menaçait leur stabilité politique. Pour une analyse de la genèse et de la mort de la mystification panarabiste, nous recommandons vivement la lecture du livre de M. Charles Rizk, Albin Michel, 1993, qui retrace l'histoire du colossal avortement du projet de l'unification arabe.

<sup>(4)</sup> Après septembre 70 en Jordanie qui vit l'expulsion de l'O.L.P. de ce pays, celle-ci avait pu reconstituer un appareil militaire à Beyrouth et au Liban Sud comprenant près de vingt mille combattants. Sous les coups de boutoir de l'armée israélienne, cet appareil se disloqua et fut dispersé au Yémen et au Liban.

relâchait. A la tête du proto-Etat palestinien, Yasser Arafat, le chef du Fatah<sup>(5)</sup>, a buté jusqu'au bout sur l'impossibilité d'infléchir le déterminisme capitaliste à tel point que les dispositions d'autonomie<sup>(6)</sup> prévues pour la nouvelle entité palestinienne sont bien en deçà par exemple, de la solution, déjà au rabais, de la question irlandaise en 1920 permise par une conjoncture internationale favorable. Rappelons que les Etats-Unis, concurrençant encore à l'époque l'Angleterre pour le leadership capitaliste mondial, parrainaient alors l'Irlande indépendante issue d'un partage de l'île avec Londres, qu'avait affaibli la révolte anti-coloniale en Inde et en Chine. Mais c'est surtout le soutien de la Russie bolchevique à l'affranchissement des nationalités opprimées qui fut décisif. La politique internationale de la période était véritablement animée du souffle de la révolution mondiale. Mis sous pression de tous côtés, confronté aux luttes prolétariennes consécutives à la crise et à la guerre, l'Empire britannique a cédé partiellement. Dans le présent contexte capitaliste international, à l'abri de toute menace prolétarienne immédiate, l'autonomie n'est pour les populations palestiniennes qu'une duperie et n'a pas de commune mesure avec la « solution » -quoique inadéquate- de la question irlandaise des années vingt. S'il y a bien lieu de parler de défaite nationale palestinienne (et sûrement pas de son prolétariat) celle-ci ne date donc nullement d'aujourd'hui mais bien de l'éviction de l'O.L.P. du Liban en 1982, par le chien de garde régional de l'impérialisme américain : Israël<sup>(7)</sup>. L'O.L.P. sera à cette occasion sacrifiée et sauvée par le concert mondial des Etats capitalistes. Sacrifiée parce qu'isolée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui avaient encerclé le champ de bataille, permettant à l'opération chirurgicale de se dérouler dans les meilleures conditions. Sauvée parce qu'au moment de recevoir le coup de grâce des israéliens avec la complicité syrienne<sup>(8)</sup>, la direction palestinienne sera protégée puis évacuée par les mêmes puissances impérialistes, soucieuses de maintenir un encadrement de type para-étatique aux sans-réserves palestiniens. Arafat prendra la direction de Tunis tandis que les Fedayin étaient dispersés au Yémen et en Libye, loin des camps de réfugiés qui constituaient leurs bases opérationnelles. Le point d'orgue de la débâcle de la bourgeoisie Palestinienne est son soutien au bouffon Saddam Hussein qui, drapé dans les oripeaux d'un panarabisme en putréfaction,

---

<sup>(5)</sup> Le Fatah créé à Koweït en 1959, est l'organisation majoritaire au Conseil national palestinien. C'est la seule organisation à défendre à l'époque une ligne proprement nationale à l'encontre du panarabisme nassérien ou bath'iste subordonnant la lutte palestinienne à la libération arabe. Marginalisée à la création de l'O.L.P., la bataille de Karameh en 68 où des hommes du Fatah affrontèrent vaillamment l'armée sioniste, propulsera le Fath et Yasser Arafat à la tête de l'O.L.P.

<sup>(6)</sup> L'accord signé à Washington reprend les termes du traité de Camp David signé en 1978 entre l'Egypte et Israël qui prévoyait une période transitoire de cinq ans durant laquelle serait accordée « une pleine autonomie aux populations » des territoires occupés. De plus le traité annonçait le retrait de l'administration civile et militaire israélienne pour laisser place à une autorité autonome librement élue. La seule différence avec aujourd'hui est la reconnaissance officielle de l'O.L.P. par Israël et l'accord tacite pour que l'organisation de Yasser exerce les pouvoirs d'administration et de police à Gaza et en Cisjordanie.

<sup>(7)</sup> L'invasion du Liban en juin 82 par Israël fut réalisée en plein accord avec les Etats-Unis afin de détruire l'O.L.P. L'Etat sioniste pensait ainsi pouvoir favoriser dans les territoires occupés l'émergence d'une administration palestinienne lui étant dévouée, ce qu'empêchait l'existence de l'O.L.P. et surtout la résistance des prolétaires palestiniens.

<sup>(8)</sup> On peut légitimement parler d'accord tacite entre Israël et la Syrie pour se partager le Liban car l'O.L.P. et les centaines de milliers de réfugiés qu'elle contrôlait constituait pour les deux compères un dangereux rival. En 83, la Syrie tentera vainement en assiégeant le Fath à Tripoli de le détruire définitivement pour prendre le contrôle total de l'O.L.P.

s'abritera derrière la malheureuse « cause palestinienne » pour justifier son annexion du Koweït. Dernière planche de salut pour l'O.L.P., la perspective d'une percée irakienne à travers la Jordanie décide Arafat à prendre le parti de l'Irak. Las, effrayé d'avoir joué les apprentis-sorciers, aussi vindicatif devant les prolétaires que lâche devant ses semblables bourgeois, le matamore de Bagdad ne passera jamais aux actes<sup>(9)</sup>. La désillusion des masses palestiniennes sera à la mesure de la crédulité et de l'enthousiasme initiaux suscitées par les gesticulations de Saddam Hussein. Désespérées les populations des camps de Cisjordanie et de Gaza se tourneront de plus en plus vers le parti islamiste Hamas (encouragé à ses débuts par Israël puis financé par le Koweït et l'Arabie Saoudite), cherchant dans un retour au radicalisme originel de la Charte de 64 (destruction d'Israël), décrétée caduque par Arafat à Paris en 1990, une réponse à leur désespoir.

Après les revers militaires c'est l'épuisement économique de la bourgeoisie palestinienne, exilée dans les différents Etats arabes, qui contraint l'O.L.P., après l'abandon de l'option militaire et la condamnation par Arafat du terrorisme, à la table des négociations. En effet, au Koweït, la bourgeoisie palestinienne qui servait dans les banques et l'administration se voit expulsée avec des centaines de milliers de prolétaires du jour au lendemain, subissant ainsi une paupérisation absolue. En Jordanie, les entreprises de transports, seules à disposer d'une certaine envergure économique et dans lesquelles oeuvrait la bourgeoisie palestinienne locale, sont exsangues depuis que les communications routières butent sur les frontières mortes de l'Irak. Au Yémen, elle subit les coups de la crise, l'appauvrissement massif des exilés, principaux pourvoyeurs de fonds de l'O.L.P. laisse les caisses vides. Dans les territoires occupés les cotisations des prolétaires palestiniens exploités en Israël versées aux syndicats palestiniens liés à l'O.L.P. s'interrompent avec le bouclage des frontières par Tsahal en mars 93, décrétant un embargo de fait sur la force de travail palestinienne<sup>(10)</sup>.

Etranglée financièrement<sup>(11)</sup> par les monarchies pétrolières avec la bénédiction des U.S.A., l'O.L.P. n'attend guère plus qu'une concession négociée rapidement avec l'ennemi israélien avec l'espoir d'obtenir un territoire, si réduit fut-il, où le proto-Etat pourrait s'installer. Acculé de la sorte Arafat promotionne les représentants des territoires occupés, confirmant le rôle futur de cette fraction de la bourgeoisie palestinienne dans cet Etat virtuel en quête de réalisation. La

<sup>(9)</sup> Cf. notre analyse de la Guerre du Golfe, publiée dans Mouvement Communiste n°2.

<sup>(10)</sup> « Près de 100000 palestiniens travaillant en Israël, soit plus du tiers de la force de travail palestinienne, se sont trouvés soudainement privés d'emploi, perdant ainsi un revenu qui faisait vivre plus d'un demi-million de personnes (plus d'un quart de la population) ».

(Antoine Mansour. Cisjordanie et Gaza, une économie mutilée. Le Monde Diplomatique. Octobre 1993)

<sup>(11)</sup> Pour traduire l'ampleur de la catastrophe financière, nous citerons ici Alain Gresh du Monde Diplomatique.

« L'arrêt des versement des Etats pétroliers à l'O.L.P. frappe de plein fouet les Palestiniens, dans l'exil ou dans les territoires occupés. Ainsi, au Liban, le Croissant-Rouge palestinien a dû arrêter ses activités depuis un an; dix mille familles de martyrs n'ont plus reçu depuis quatre mois les subsides que leur envoyait l'O.L.P. Mais ce sont les territoires occupés qui payent le prix le plus fort. On estimait à la veille de la guerre du golfe à 300 millions de dollars par an les sommes que l'O.L.P. transférait en Cisjordanie et à Gaza; elles seraient tombées à 60 millions de dollars. »

(Le Monde Diplomatique. Septembre 93)

petite bourgeoisie des territoires occupés assumait déjà des tâches d'encadrement étatique et garantissait avec le soutien de l'O.L.P. et de l'ONU un minimum de démocratie sociale<sup>(12)</sup>.

A tous ces facteurs il faut ajouter l'épuisement et la lassitude des populations des territoires occupés, confrontés depuis 25 ans à une féroce armée d'occupation et à une répression sauvage qui a fait deux mille morts du côté palestinien depuis le début de l'Intifada il y a six ans<sup>(13)</sup>. L'échec de la grève générale appelée par Hamas implanté dans les chambres de commerce et les universités, et la liesse de la population des territoires occupés à l'annonce de l'établissement d'une autorité palestinienne sur la bande poussiéreuse de Gaza et à Jéricho en témoignent. La racaille nationaliste bourgeoise, représentée notamment par le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) de George Habache, qui lance de Damas des appels jusqu'au-boutistes, toujours prête à combattre... jusqu'au dernier prolétaire, qui hurle à la trahison, ne mérite que haine et mépris de la part des communistes.

Certes, les prolétaires palestiniens s'illusionnent sur une résolution définitive de leurs problèmes dans un cadre capitaliste transformé, même si dans un premier temps les conditions de vie des sans-réserves de Gaza et de Jéricho, partant de tellement bas, ne pourront que s'améliorer. Conscients que la pacification de la poudrière sociale que constituent Gaza et la Cisjordanie passe par une amélioration si minime soit-elle du niveau de vie des prolétaires palestiniens, les Etats capitalistes (pays membres de la CEE, Japon, USA) semblent prêts à payer le prix du maintien de la paix sociale; 2 milliards de dollars d'aide sur cinq ans sont promis, 400 millions de dollars par an, soit 15% du PIB des territoires occupés. Cela dit le retour annoncé des 700000 réfugiés de la guerre de 67, la plupart concentrés en Jordanie, risque d'annuler les effets économiques de l'aide internationale sur le niveau de vie des populations des territoires. Les perspectives de l'O.L.P. à ce sujet sont sombres et n'annoncent une amélioration du niveau de vie qu'après l'année 2000 :

*« Si l'on veut éviter que toute la croissance économique ne soit absorbée par la croissance démographique, si l'on veut que le niveau de vie des gens puisse augmenter, il faudrait limiter les retours de la diaspora aux gens très qualifiés ou à ceux qui s'engagent à investir dans les territoires. »*

(Le Nouvel Economiste. 1/10/93)

---

<sup>(12)</sup> La démocratie sociale de l'O.L.P. était une réalité tangible pour des milliers de prolétaires et de petits-bourgeois palestiniens :

*« L'O.L.P. aidait environ seize mille familles de prisonniers politiques et de victimes de la répressions et versait des salaires à vingt-cinq mille médecins, cadres de différentes organisations charitables ou d'entraide, journalistes, etc. »*

<sup>(13)</sup> *« De 1967 jusqu'au début de l'Intifada en décembre 1987, plus de 67000 palestiniens de Gaza ont été détenus dans les prisons israéliennes... Depuis lors aucun chiffre ne peut être donné avec certitude, mais la plupart des associations actives auprès des prisonniers avancent le chiffre de 80000 détenus pour l'ensemble des territoires occupés. La quasi totalité de ces prisonniers ont été torturés, soit physiquement, soit psychologiquement ou les deux à la fois, pendant la période d'interrogatoire (garde à vue) de dix-huit jours renouvelables. »*

(Annie Fiore. L'insoutenable châtime des gens de Gaza. Le Monde Diplomatique Août 93)

Ces déclarations de Samir Huleileh, professeur d'économie à Bir-Zeit rejoignent les propositions du « Palestine Development Program » (PDP) élaboré par les experts de la Centrale Palestinienne :

*« Le PDP sera ouvert aux autres Palestiniens de la diaspora qui ont des formations et des compétences que les habitants actuels de la Palestine ne possèdent pas en quantité, ou en qualité, suffisante... »*

(N.E. 1/10/93)

C'est donc un véritable contrôle de l'immigration que l'entité palestinienne prépare à l'encontre des centaines de milliers de prolétaires qui naïvement s'apprêtent à rejoindre ce qu'ils croient être « leur » Etat. Quant aux réfugiés de 48 et leurs descendants que l'on estime à 1700000 hors de Cisjordanie et Gaza<sup>(14)</sup>, ils attendront encore deux ans dans le meilleur des cas avant que l'O.L.P. et Israël ne statuent sur leur sort.

Le présent accord ne constitue donc nullement une résolution de la question nationale palestinienne. En effet, des trois critères définissant un Etat souverain, le marché intérieur constitué, la monnaie et la force armée, seule cette dernière est présente. Encore sera-t-elle dimensionnée pour garantir l'ordre intérieur uniquement et ne disposera donc que d'un armement léger. Le recrutement des 20000 policiers palestiniens prévu se fera en Egypte et en Jordanie où le Fath est influent, avec l'aval des autorités israéliennes. Celles-ci, d'après les termes de l'accord, conserveront *« la responsabilité de la défense contre les menaces extérieures, de même que la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens. »*

En matière monétaire, l'accord, volontairement sibyllin évoque « l'établissement d'une banque de développement palestinienne ».

Si dans les débats avec les autorités économiques israéliennes, représentées notamment par l'Association des industriels israéliens, les Palestiniens ont exprimé leur volonté de créer leur monnaie et leur Banque Centrale, la seule perspective réaliste à court terme est l'adoption du dinar jordanien comme monnaie unique tant à Gaza qu'en Cisjordanie. La monnaie jordanienne est déjà en vigueur de Naplouse à Hébron alors qu'à Gaza, le shekel israélien, qui est et restera vu la structure du commerce de l'entité palestinienne la monnaie de référence du commerce extérieur au moins pour une longue période, fait la loi.

En tout cas, la stratégie de la bourgeoisie palestinienne passe, dans un premier temps, par l'adoption du dinar pour que leurs futures banques échappent à l'influence israélienne. Ainsi, l'O.L.P. tente-t-elle de privilégier la banque jordanienne Arab bank, dirigée à Amman par un palestinien, qui est de fait vu l'origine de ses capitaux et le flux de ses crédits, une banque palestinienne. On voit se dessiner ici les linéaments d'une politique économique indépendante palestinienne ayant pour axe Amman et Bagdad. Amman parce que capitale d'un pays à 60% palestinien affaibli par la crise économique, et Bagdad parce que débouché économique potentiel de l'entité palestinienne qui réorienterait ses échanges.

<sup>(14)</sup> 328176 réfugiés au Liban (dont 52.1% vivent dans des camps). 314039 en Syrie (28.5% dans des camps). 1072561 en Jordanie (22.4% dans des camps).

(Source : Le Monde Diplomatique. Octobre 93)

Le redéploiement de la diplomatie palestinienne en direction de la Jordanie après la défaite de Beyrouth en 82; l'acceptation par le Fath en 83 d'une éventuelle confédération palestino-jordanienne semblent indiquer que telle est la stratégie à long terme du Fath. Cela dit, en l'absence de toute force militaire susceptible d'imposer ce bouleversement des rapports de force économique et politiques, ces perspectives tout comme l'Etat palestinien ne demeureront qu'à l'état virtuel.

Enfin l'existence d'un marché intérieur cohérent ne trompe personne puisque les territoires occupés effectuaient 90% des leurs échanges avec Israël<sup>(15)</sup>. 30% de la population active de Cisjordanie et 40% de celle de Gaza (inoccupée à 50%) était employée en Israël avant le bouclage des frontières<sup>(16)</sup>. Les annexes économiques décisives du plan de paix prévoient d'ailleurs que tout développement ultérieur de Gaza et de la région de Jéricho est tributaire de la partie israélienne. L'entité palestinienne n'aura par exemple pas le droit d'établir une taxation indirecte et en sera réduite à imposer directement les revenus misérables de la population. Cela démontre une fois de plus que toute circulation de marchandises, tout développement du marché dépendront d'Israël qui s'érige ainsi comme le pivot économique de la région et bénéficie substantiellement des retombées économiques de l'accord.

Gaza a longtemps été une épine au pied d'Israël, obligé de fixer des forces militaires qui n'étaient pas destinées à ce genre d'opération; Rabin allant jusqu'à souhaiter que Gaza sombrât dans la Méditerranée<sup>(17)</sup>.

Satisfaite de l'accord, Tsahal l'est sans conteste puisqu'elle n'a pas suivi les appels à la révolte contre ses implications militaires lancés par Ariel Sharon, le boucher de Beyrouth. D'un strict point de vue militaire il lui sera en effet avantageux de se rassembler hors des zones peuplées, sortant les casernes des villes pour les situer autour des zones urbaines, encerclées de fait. Soulagée du déploiement mobile et dispersée au sein des zones habitées, Tsahal pourra à nouveau se consacrer à une implantation lourde et renouer avec sa vocation première d'armée régulière.

Cette perspective était d'ailleurs envisagée depuis vingt ans par la gauche travailliste et l'état-major de l'armée israélienne. Au début des années 70, le « plan Allon » proposait une évacuation des Territoires occupés par Tsahal

<sup>(15)</sup> « Plus de 87% des importations de la bande de Gaza (314 millions de dollars en 1991) et 90% de celles de la Cisjordanie (soit 580.7 millions de dollars en 1987 -les données statistiques ne sont pas disponibles après 1987) proviennent d'Israël. Environ 81% des exportations de Gaza (estimées à 58.9 millions de dollars en 91) et 70% de celles de Cisjordanie (160.5 millions en 1987) sont absorbées par l'Etat juif. Ce marché constitue 10% des exportations totales d'Israël ».

(Cisjordanie et Gaza, une économie mutilée. Le Monde Diplomatique. Octobre 93).

<sup>(16)</sup> La main-d'oeuvre palestinienne employée en Israël (en milliers, 1991)

**Cisjordanie**4.47.2**Industrie**4.92.4**Construction**37.228.9**Services**7.52.4**TOTAL**5440.9

<sup>(17)</sup> Le Monde du 10/12/93 « révèle » par l'entremise de M. Rabin, l'actuel premier ministre du gouvernement sioniste, l'ampleur de la mobilisation militaire nécessitée par le quadrillage de la Cisjordanie et de Gaza : 120 compagnies soit 14000 soldats sans compter les Services Généraux de sécurité qui mobilisent « quelques centaines d'hommes du Shin Beth. » Et Rabin de conclure : « il y a presque quatre fois plus de soldats dans les territoires que le long de notre frontière avec le Liban et dans la zone de sécurité. »

*« dans le cadre d'un statut basé sur la distinction entre souveraineté politique et souveraineté militaire : les territoires seraient évacués mais démilitarisés et l'armée israélienne en garderait la surveillance à partir d'un réseau de positions et de colonies que ses troupes contrôlèrent. »*

(Charles Rizk. Les Arabes ou l'histoire à contresens)

Militairement, on est donc passé de la situation de territoires occupés à celle de territoires encerclés, gage de sécurité renforcée pour Israël. Il faut d'ailleurs noter que l'Etat juif garde le contrôle et la propriété de la moitié des territoires occupés. En effet entre 1967 et 1993, on estime les expropriations réalisées à environ 67% de la superficie totale de la Cisjordanie et environ 42,3% de celle de la bande de Gaza. L'accord précise d'ailleurs bien que le prochain Conseil National palestinien n'aura aucun pouvoir de légiférer sur la question des colonies israéliennes. Rappelons ici qu'Israël a construit plus de 144 colonies qui regroupent environ 130000 habitants en Cisjordanie et 4000 à Gaza.

Ces colonies demeurent importantes pour l'économie israélienne puisqu'elles permettent à l'Etat hébreu de jouir d'un contrôle quasi total de l'eau. En effet

*« sur un total annuel disponible d'environ 700 millions de mètres cubes d'eau en Cisjordanie et 60 millions de mètres cubes dans la bande de Gaza, 515 millions de mètres cubes (soit plus des deux tiers) sont utilisés en Israël et dans les colonies de Cisjordanie et de Gaza. »*

(Antoine Mansour. Cisjordanie et Gaza une économie mutilée. Le Monde Diplomatique. Octobre 93)

Le contrôle du Jourdain et de la nappe phréatique cisjordanienne assure un tiers de la consommation israélienne d'eau et l'on voit mal comment l'Etat hébreu pourrait accepter à l'avenir de laisser un hypothétique Etat palestinien détenir un moyen de pression aussi important. Comme l'écrit Pascal Riche dans Libération du 15/9/93 : *« Israël ne peut rendre les territoires sans se séparer de l'eau. »* La Jordanie qui avait annoncé dernièrement sa volonté de bâtir un barrage sur le Yarmouck, affluent du Jourdain, s'est vue menacer de représailles militaires sionistes.

Economiquement l'Etat d'Israël officialise la fonction de réservoir de main-d'oeuvre qu'a toujours été Gaza dont le nouveau statut s'apparente assez avec celui des bantoustans en Afrique du Sud. A terme une ceinture industrielle, fonctionnant comme la maquiladora<sup>(18)</sup> américaine au Mexique, s'étendra autour de la frontière administrative, reportant les coûts sociaux de la main-d'oeuvre sur l'Etat virtuel. La nudité des rapports d'exploitation capitaliste devenue évidente, ajoutée à la prise de conscience du rôle de chien de garde de l'O.L.P.<sup>(19)</sup>,

<sup>(18)</sup> La maquiladora est une zone franche, à la frontière des Etats-Unis et du Mexique qui regroupe près de 1800 usines, à capitaux essentiellement américains, japonais et allemands, dans lesquelles sont exploités près de 500000 prolétaires mexicains.

<sup>(19)</sup> Ce rôle de chien de garde de l'O.L.P. et notamment du Fatah n'a pas tardé à apparaître. En effet, avant même le retrait de l'armée israélienne de Gaza et de la zone de Jéricho prévu pour le 13 décembre 1993, il



tendra à entraîner les prolétaires palestiniens dans la lutte classiste. Cette perspective effraie déjà certains commentateurs bourgeois :

*« Attirés par une main-d'oeuvre moins coûteuse, des entrepreneurs israéliens chercheront, sans doute, à sous-traiter une partie de leur fabrication dans la zone autonome. Une démarche qui comporte un risque : substituer des tensions sociales aux tensions nationales. Le soldat occupant ne doit pas être remplacé par le patron exploiteur ».*

(L'Express. 17.09.93)

Cependant, si cette perspective est passionnément souhaitée par les communistes, la voie d'un engagement autonome des prolétaires palestiniens dans le combat contre leurs exploiters de quelque nationalité qu'ils soient, demeure étroite. L'histoire de quarante ans d'une libération nationale inachevée risque de peser comme un cauchemar sur la conscience des prolétaires. La persistance des problèmes (Jérusalem-Est, les réfugiés) par définition non réglés, risque d'alimenter de nouvelles frustrations susceptibles d'être récupérées par Hamas et la Syrie déjà prête à jeter de l'huile sur le feu et à ressortir le Front du refus afin de faire pression sur Israël sur la question du Golan. Les événements qui secouent actuellement l'Ulster sont une illustration tragique de l'héritage dramatique des questions nationales non résolues qui échoit aux prolétaires et dont la résolution passe par la lutte pour la révolution communiste.

A terme, les prolétaires palestiniens devront inévitablement s'affranchir de la « vénération superstitieuse de l'Etat ». Les conditions politiques nouvelles en sont une étape devant laquelle les illusions d'hier s'écraseront nécessairement sur la prosaïque réalité de l'exploitation sans plus de faux-semblant consolateur.

*« Et l'on croit déjà avoir fait un pas prodigieusement hardi quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on jure par la république démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat ».*

(Engels. Introduction à la guerre civile en France. 1891)

---

semble que les liquidations des deux chefs militaires du Hamas et les arrestations des militants du Fatah liés au groupe armé des Faucons, les plus réticents aux accords, par les unités spéciales israéliennes doivent plus à la « collaboration entre les services de sécurité des deux parties signataires » qu'à un miracle vétéro-testamentaire. La situation est excellemment résumée par le spécialiste israélien des questions militaires, Zeer Schiff : « les dirigeants du Fatah, au fond, sont bien conscients que nous nettoisons le terrain pour eux avant de transférer les pouvoirs à leur police. »

(Le Monde. 02.12.93)

*« ... la république démocratique est le chemin le plus court menant à la dictature du prolétariat. Car une telle république bien qu'elle ne supprime nullement la domination du capital, ni, par conséquent, l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un élan, à un développement, à une aggravation de la lutte telle que la possibilité de satisfaire les intérêts essentiels des masses opprimées étant apparue, cette possibilité se réalise inévitablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat ».*

(Lénine. L'Etat et la révolution. P. 66. Ed. Sociales. Paris 1947)